

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2016

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 15 JUIN 2017

Président

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), Lindfield, Australie.

Secrétaire

2. J.W. McLAREN, Ottawa, Canada.

Membres

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscou, Fédération de Russie.
4. M. BUZOIANU, Institutul National de Metrologie (INM), Bucarest, Roumanie.
5. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, Chine.
7. L. ÉRARD, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), Paris, France.
8. D.-I. KANG, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, République de Corée.
9. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentine.
10. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapour.
11. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Prétoria, Afrique du Sud.
12. W.E. MAY, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italie.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Berne-Wabern, Suisse.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Pays-Bas.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, Royaume-Uni.

17. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Brünswick, Allemagne.
Vice-président.
 18. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japon.
-

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2016**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2016
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Estimations et jugements
 - Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 5 Stocks et travaux en cours
 - Note 6 Contributions des États Membres
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créanciers courants
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Souscriptions des Associés
 - Note 14 Autres produits
 - Note 15 Services généraux
 - Note 16 Autres charges opérationnelles
 - Exécution du budget 2016
3. — Contributions payées en 2016
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2016
5. — Souscriptions payées en 2016
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2016
7. — Budget pour 2017
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2017
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2017
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2016
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans les avant-propos du Rapport financier de ces quatre dernières années, j'ai pu souligner que les produits étaient en ligne avec les prévisions et que le contrôle rigoureux des coûts avait un effet positif sur les résultats financiers du BIPM. Le présent rapport montre que ces deux tendances ont continué en 2016.

Les produits correspondent aux prévisions, la souscription d'un certain nombre d'États Associés ayant augmenté en raison de l'application du mécanisme d'augmentation de leur souscription du fait de leur participation active au CIPM MRA.

Quelques points concernant les dépenses en 2016 :

- Les dépenses directes de personnel ont été contrôlées en limitant les augmentations de salaire en 2016 et en continuant à sous-traiter certaines activités concernant les réceptions au BIPM et les services de sécurité. Ces actions seront complétées par des mesures qui seront mises en place en 2017 pour limiter l'augmentation des engagements de retraite sur le long terme.

- Les coûts de fonctionnement ont été rigoureusement contrôlés en prévision des dépenses prévues pour accéder à un équipement externe dans le domaine des rayonnements ionisants à compter de 2017.

- Les dépenses d'investissement correspondent au budget alloué et ont augmenté, tel que prévu, par rapport au niveau de 2015 car de nouveaux projets de rénovation de laboratoires et de bâtiments ont commencé au cours de la première année du Programme de travail pour les années 2016 à 2019.

Nous présentons de nouveau dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA pour 2015 avait été fortement influencé par une augmentation de deux provisions dont la comptabilisation est obligatoire : l'assurance-maladie pour les futurs membres du personnel et les indemnités de départ à la retraite. L'EBITDA est passé de 2 521 milliers d'euros en 2015 à 1 985 milliers d'euros en 2016. Après amortissement, le résultat net est de 551 milliers d'euros (764 en 2015).

L'an passé, j'avais rendu compte de sorties de trésorerie provenant des activités opérationnelles du BIPM (-71 milliers d'euros en 2015) dues au paiement tardif de contributions d'États Membres. En 2016, ce problème a été résolu : ainsi, les flux de trésorerie des activités opérationnelles s'élèvent à 4 285 milliers d'euros.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus dans ce rapport.

Du fait des conditions financières, il a été nécessaire de diminuer le taux d'actualisation appliqué à l'évaluation actuarielle des passifs à 1,3 % (2,0 % en 2015) (en se fondant toujours sur les obligations Iboxx corporates AA avec un terme à plus de 10 ans)). Ce changement a fait augmenter la provision pour pensions de 107,0 millions d'euros à 125,0 millions d'euros.

Les charges opérationnelles pour pensions servies (3 123 milliers d'euros) dépassent de nouveau les produits opérationnels résultant des contributions des États membres et des cotisations des membres du personnel en activité (3 012 milliers d'euros).

Le CIPM a pris deux décisions importantes en décembre 2016 afin d'assurer la soutenabilité financière à long terme de la Caisse de retraite du BIPM. La première a consisté à créer une nouvelle section de la Caisse de retraite applicable aux membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017, avec un taux de cotisation plus élevé et des prestations réduites. La seconde a été de mettre en place une augmentation progressive par palier des taux de cotisation des membres du personnel en activité (voir la Note 3 des états financiers de la Caisse de retraite pour de plus amples détails). Ces mesures seront complétées par un versement additionnel exceptionnel de 400 milliers d'euros et par des paiements supplémentaires annuels de 150 milliers d'euros effectués par le BIPM.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2016

Exercice clos le 31 décembre 2016

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Bureau international des poids et mesures
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2016

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2016, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 31 mai 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants			
Bâtiments	4	18 624	18 487
Équipements scientifiques et techniques	4	10 414	10 305
Immobilisations incorporelles	4	423	442
Autres immobilisations	4	1 476	1 528
Contributions des États Membres	6	1 024	1 023
Actifs financiers non courants	8	857	668
Prêts sociaux au personnel		107	121
Actifs non courants		32 925	32 575
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	5	213	241
Contributions des États Membres	6	1 662	2 278
Souscriptions des Associés		307	283
Autres créances	7	445	490
Charges constatées d'avance		97	95
Actifs financiers courants	8	0	104
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	15 975	13 604
Actifs courants		18 699	17 095
Total Actifs		51 624	49 669
Actif net			
Résultat de l'exercice		551	764
Variation de juste valeur		(10)	2
Autres réserves		30 734	29 970
Actif net		31 275	30 736
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	16 950	15 810
Avances faites par les États Membres	6	1 385	1 382
Passifs non courants		18 335	17 192
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	438	439
Avances faites par les États Membres	6	6	0
Dettes fournisseurs courantes		381	593
Autres créditeurs courants	11	1 189	709
Passifs courants		2 014	1 741
Total Passifs		20 349	18 933

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Produits opérationnels			
Contributions	12	12 178	12 121
Souscriptions	13	955	790
Autres produits	14	561	823
Total des produits opérationnels		13 694	13 734
Charges opérationnelles			
Personnel	10	5 948	6 104
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	1 341	682
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 400	2 400
Services généraux	15	776	899
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		518	539
Maintenance des bâtiments		450	373
Autres charges opérationnelles	16	276	216
Total des charges opérationnelles		11 709	11 213
EBITDA		1 985	2 521
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite		3 326	3 203
Amortissement	4	(1 429)	(1 737)
Moins-value de cession d'immobilisations	4	(2)	(12)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	4	0	0
Résultat des activités opérationnelles		554	772
Charges financières		3	8
Résultat des activités ordinaires		551	764
Résultat de l'exercice		551	764

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur	0	(80)	0
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		13 351	9 404
Souscriptions		942	832
Remboursement de TVA		689	444
Autres recettes		595	411
Personnel		(6 276)	(6 394)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 550)	(2 400)
Fournisseurs		(2 337)	(2 337)
Autres dépenses		0	0
Frais financiers		(129)	(31)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		4 285	(71)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 814)	(1 502)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	0
Transfert d'actifs financiers		(100)	524
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 914)	(978)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		2 371	(1 049)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	13 604	14 653
		15 975	13 604

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 57 au 31 décembre 2016, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

Les objectifs du BIPM sont les suivants:

- établir et maintenir des étalons de référence appropriés, utilisés pour conduire, au plus haut niveau métrologique, un nombre limité de comparaisons clés internationales ;
- coordonner les comparaisons internationales des étalons de mesure nationaux par l'intermédiaire des Comités consultatifs du Comité international des poids et mesures (CIPM), en jouant le rôle de laboratoire pilote pour certaines comparaisons considérées prioritaires et en menant les travaux scientifiques requis pour ce faire ;
- proposer certains services d'étalonnage aux États Membres ;
- coordonner des activités entre les laboratoires nationaux de métrologie des États Membres, notamment par l'intermédiaire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM (CIPM MRA), et leur fournir des services techniques afin de soutenir leur travail ;

- collaborer, selon les besoins, avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux, directement ou par l'intermédiaire de comités communs ;
- organiser des réunions scientifiques visant à identifier les évolutions futures du système mondial de mesure qui seront nécessaires pour répondre aux exigences actuelles et à venir en matière de mesures dans l'industrie, les sciences et la société ;
- informer, par le biais de publications et réunions, la communauté scientifique, le grand public et les décideurs sur les questions liées à la métrologie et à ses avantages.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2016 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encourus et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les douze ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devrait représenter 35 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ainsi que des contributions pour ledit exercice financier des États qui ont adhéré à la Convention du Mètre après l'adoption de ladite dotation et au plus tard le 31 décembre de l'exercice en cours ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Note 3 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2015	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Amortissements cumulés	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)
Valeur nette comptable au 01/01/2015	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Acquisitions	69	684	6	20	27	183	22	0	159	1 170	335	1 505
Cessions – valeurs brutes	0	(163)	0	0	0	(8)	0	0	0	(171)	0	(171)
Amortissement	(126)	(770)	(42)	(7)	(9)	(116)	(21)	0	0	(1 091)	(645)	(1 736)
Cessions – amortissements cumulés	0	152	0	0	0	8	0	0	0	160	0	160
Valeur nette comptable au 31/12/2015	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Valeur brute au 01/01/2016	1 390	20 115	1 041	176	169	1 368	589	485	1 386	26 719	22 546	49 265
Amortissements cumulés	(948)	(11 195)	(717)	(155)	(136)	(942)	(349)	0	0	(14 442)	(4 060)	(18 502)
Valeur nette comptable au 01/01/2016	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Acquisitions	29	407	4	0	12	92	59	0	463	1 066	535	1 601
Cessions – valeurs brutes	0	0	0	(11)	0	(3)	0	0	0	(14)	0	(14)
Amortissement	(48)	(762)	(42)	(4)	(11)	(139)	(25)	0	0	(1 031)	(398)	(1 429)
Cessions – amortissements cumulés	0	0	0	11	0	3	0	0	0	14	0	14
Valeur nette comptable au 31/12/2016	423	8 565	286	17	34	379	275	485	1 849	12 313	18 624	30 937
Valeur brute au 31/12/2016	1 419	20 522	1 045	165	181	1 457	648	485	1 849	27 771	23 081	50 852
Amortissements cumulés	(996)	(11 957)	(759)	(148)	(147)	(1 078)	(374)	0	0	(15 459)	(4 458)	(19 917)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Pour la première année, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges. En 2015, si ce seuil avait été appliqué, le montant des acquisitions d'immobilisations aurait été réduit de 15 milliers d'euros.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 152 millions d'euros en 2015 et à 143 millions d'euros en 2016.

Le 14 novembre 2014, le BIPM a inauguré un nouveau laboratoire de chimie résultant d'un accord de collaboration avec le NMIJ/AIST (Japon). La pièce centrale de ce nouveau laboratoire est un instrument NMR 400 MHz donné au BIPM par Jeol France, évalué à 220 millions d'euros.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2016, de 28 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Matériel informatique

En 2014, le BIPM a finalisé l'aménagement d'une salle informatique dans l'Observatoire, afin de mettre en place un système de sauvegarde et de stockage de données informatiques amélioré, conçu pour dupliquer le système principal, afin de prévenir tout risque de panne matérielle, via l'utilisation de serveurs virtualisés, pour 219 millions d'euros.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 1 018 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 1 161 au 31 décembre 2016.

Bâtiments

En 2016, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le réaménagement de bureaux et de quelques laboratoires du bâtiment Marie Curie pour les départements de la chimie et des rayonnements ionisants,
- la préparation nécessaire à des travaux dans le bâtiment de l'Observatoire pour le département de la métrologie en physique ; l'installation de nouveaux bureaux et aménagements de la salle 1 pour le travail de recherche pour la réalisation d'un condensateur calculable,
- et l'installation de nouveaux grillages supplémentaires autour du site du BIPM.

En 2015, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le réaménagement de bureaux et de quelques laboratoires du bâtiment Marie Curie pour les départements de la chimie et des rayonnements ionisants,
- la préparation nécessaire à des travaux dans le bâtiment de l'Observatoire pour le département de la métrologie en physique,
- et l'installation de nouveaux grillages supplémentaires autour du site du BIPM.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments s'élèvent à 102 milliers d'euros en 2014.

Depuis 2015, plus aucun coût de personnel n'est inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments.

Note 5 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	61	191
Accessoires pour prototypes	5	6
Travaux en cours	147	43
Autres	0	0
Total des stocks et travaux en cours	213	241

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Au 1^{er} janvier	241	253
Mouvement de l'exercice	(28)	(13)
Au 31 décembre	213	241

En 2014, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2014, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2014 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Afin de simplifier la gestion de l'inventaire des métaux précieux, en 2016, un certain nombre de « produits résiduels » ont été vendus à Johnson Matthey.

Note 6 Contributions des États Membres

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre	31 décembre	31 décembre 2015	31 décembre
	2015	2015	Total	2015
	(part non	(part	Valeur	Total
	courante)	courante)	actualisée	Valeur
				nominale
République islamique d'Iran	1 023	1	1 024	1 029
Autres États Membres	0	2 278	2 278	2 278
Total des Contributions des États Membres	1 023	2 279	3 302	3 307

	31 décembre 2016 (part non courante)	31 décembre 2016 (part courante)	31 décembre 2016 Total Valeur actualisée	31 décembre 2016 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 024		1 024	1 029
Autres États Membres		1 662	1 662	1 662
Total des Contributions des États Membres	1 024	1 662	2 686	2 686

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2015 (part non courante)	31 décembre 2015 (part courante)	31 décembre 2015 Total Valeur actualisée	31 décembre 2015 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total des Avances faites par les États Membres	1 382	0	1 382	1 307

	31 décembre 2016 (part non courante)	31 décembre 2016 (part courante)	31 décembre 2016 Total Valeur actualisée	31 décembre 2016 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		6	6	6
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	6	1 391	1 391

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014) et à la République islamique d'Iran.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de

Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26^e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Créance de TVA	257	373
Autres créances	188	117
Total des Autres créances	445	490

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2016
Obligations (part courante)	0	0	0
Obligations (part non courante)	857	0	857
Total	857	0	857

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2015
Obligations (part courante)	104	0	104
Obligations (part non courante)	668	0	668
Total	772	0	772

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2016
Trésorerie	2 164	833	21	3	0	2	3 023
Équivalents de trésorerie	12 857	94				1	12 952
Total	15 021	927	21	3	0	3	15 975

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2015
Trésorerie	971	849	79	3	19	2	1 923
Équivalents de trésorerie	11 573	109				1	11 682
Total	12 544	958	79	3	19	3	13 604

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	370	417
Factures non parvenues au 31 décembre	113	174
Fournisseurs à payer	381	582
Dettes - Prestations liées au personnel	438	439
Créditeurs divers	199	137
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	874	309
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	128	100
Paiement du Cameroun – avance faite au Cameroun à rembourser aux autres États Membres	0	0
Paiement de la République islamique d'Iran – avance faite à la République islamique d'Iran à rembourser aux autres États Membres	0	0
Paiement de la République islamique d'Iran – montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement	337	337
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	0	0
Fonds de Réserve	4 409	4 193
Fonds non réservés (ex-Fond d'Investissement)	8 484	6 674
Total	15 975	13 604

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2016	2015
Traitements	4 600	4 735
Allocations familiales et sociales	998	1 016
Charges sociales	349	358
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	144	147
Charges de personnel courantes	6 091	6 256
Production immobilisée de l'exercice	(143)	(152)
Charges de personnel opérationnelles	5 948	6 104
Variation de la provision pour assurance maladie	1 296	679
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	45	3
Total des charges de personnel	7 289	6 786

Effectifs

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	69	69
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	3
Personnel en détachement au BIPM	5	2
Total des effectifs	77	74

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 400 milliers d'euros en 2016 et 2 400 milliers d'euros en 2015.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Provision pour congés annuels	369	369
Provision pour indemnité de départ à la retraite	60	60
Autres avantages du personnel courants	9	10
Total des avantages du personnel courants	438	439

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Provision pour indemnité de départ à la retraite	285	258
Provision pour assurance maladie	16 665	15 552
Total des avantages du personnel non courants	16 950	15 810

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2009. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	16 665	15 552
Provision pour assurance maladie	16 665	15 552

<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	534	531
Intérêts sur l'obligation	303	222
(Gains) pertes actuariels	459	(74)
Variation de la provision pour assurance maladie	1 296	679

Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)

Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,3 %	2,0 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,43 %	2,5 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	21 934	12 825

Note 11 Autres créditeurs courants

Le détail des Autres créditeurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	867	309
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	110	100
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	212	300
Total des Autres créditeurs courants	1 189	709

Note 12 Contributions

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Contributions	12 178	12 121
Total	12 178	12 121

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2016 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2016 car la Slovénie est devenue État Membre le 23 mars 2016.

Il en était de même en 2015 car les Émirats arabes unis et la Lituanie sont devenus États Membres respectivement le 27 avril 2015 et le 16 avril 2015.

Note 13 Souscriptions des Associés

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Souscriptions des Associés	955	790

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2016 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2016 car le Qatar et le Sri Lanka sont respectivement devenus Associés à la CGPM le 10 mars 2016 et le 17 août 2016.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2015 était inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2015 car l'Azerbaïdjan est devenue Etat Associé à la CGPM le 1^{er} octobre 2015. Le BIPM lui a notifié sa souscription pour 2015.

Note 14 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	134	145
Produits d'intérêt	25	50
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	0	84
Dons	216	53
Frais d'inscription réunions	17	42
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	180
Vente de prototypes	135	143
Désactualisation financière	0	0
Produits d'écart de change	17	65
Autres	17	61
Total des autres produits	561	823

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

Aucune contribution d'entrée n'a été notifiée en 2016 pour les nouveaux États Membres car la Slovénie était un État associé depuis 2001.

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2015 et en 2016 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 53 milliers d'euros et 57 milliers d'euros respectivement.

En 2016, il a en complément perçu un don de la part du NIST de 160 milliers d'euros dans le cadre d'un accord de coopération concernant la métrologie internationale.

Vente de prototypes

Le BIPM a vendu 1 prototype à SASO-NMCC (Arabie saoudite) ainsi qu'1 prototype au NIM (Chine) en 2016.

Note 15 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	150	212
Assurances	39	36
Publications	4	14
Frais de bureau	199	130
Frais de réunions	86	137
Voyages et transport de matériel	205	241
Bibliothèque	50	82
Bureau du Comité	43	47
Total des services généraux	776	899

Les charges de chauffage, eau, électricité ont diminué par rapport à 2015 car le compteur électrique défaillant a été remplacé et le BIPM a reçu des remboursements s'élevant à 150 milliers d'euros de la compagnie d'électricité en 2016.

En 2016, les frais de réunions ont été moins élevés qu'en 2015. Le nombre de jours de réunion est passé de 118 en 2015 pour un total de 2 212 participants à 101 en 2016 pour un total de 1 498 participants.

Note 16 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	27	13
Platine iridié	(26)	17
Audit/revue	125	119
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	23
Désactualisation financière	0	0
Charges d'écarts de change	147	14
Autres	3	30
Total des autres charges opérationnelles	276	216

EXÉCUTION DU BUDGET 2016

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2016	Budget 2016	Différence
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 178	11 980	198
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	25	230	(205)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	165	240	(75)
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	955	960	(5)
5. <i>Metrologia</i>	134	120	14
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 457	13 530	(73)
CHARGES/EXPENSES			
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	6 091	6 900	(809)
A.1 Traitements et Charges sociales/ <i>Salaries and Social contributions</i>	4 949		
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 142		
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	247	270	(23)
	6 338	7 170	(832)
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 550	2 400	150
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>		955	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	150		
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	39		
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	4		
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	120		
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	87		
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	205		
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	50		
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	43		
	698	955	(257)
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	526	630	(104)
D.2 Investissement / <i>Capital</i>	908	1 060	(152)
	1 434	1 690	
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	203	190	13
E.2 Investissement / <i>Capital</i>	595	640	(45)
	798	830	(32)
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	141	260	(119)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	11 959	13 305	(1 496)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 498	225	
G. <i>Amortissement/Depreciation and amortization</i>	1 429		
H. <i>Variation de la provision pour assurance maladie/Change on provision for health care</i>	1 296		
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A B,C,D,E,F,G)	14 684		
RESULTAT NET/NET RESULT	(1 227)	225	

Le budget de l'année 2016 a été voté par le CIPM en octobre 2015. Il incluait un total de dépenses pour 2016 d'un montant de 13 305 milliers d'euros et un total de produits de 13 530 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2016 fait ressortir un résultat net de (1 227) milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2016 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
		2013 et précédemment / 2013 and before	2014	2015	2016	2017	
Afrique du Sud / South Africa					1 019 270,00		
Allemagne / Germany	28/04/2016				123 303,00		
Arabie saoudite / Saudi Arabia	10/06/2016						
Arabie saoudite / Saudi Arabia	29/06/2016		126 228,00	123 389,00			
Argentine / Argentina	05/01/2016			61 700,00			
Australie / Australia	23/02/2016				296 032,00		
Autriche / Austria	23/12/2016					90 069,00	
Belgique / Belgium	31/03/2016				142 449,00		
Brésil / Brazil	20/10/2016			346 172,31			
Brésil / Brazil	25/11/2016			71 229,68			
Bulgarie / Bulgaria	19/02/2016				56 306,00		
Canada / Canada	29/01/2016				425 921,00		
Canada / Canada	23/12/2016					401 579,00	
Chili / Chile	26/04/2016				56 306,00		
Chine / China	26/07/2016				734 692,00		
Colombie / Colombia	19/09/2016				56 306,00		
Croatie / Croatia	22/09/2016			15 980,00	20,00		
Croatie / Croatia	23/12/2016				56 286,00		
Danemark / Denmark	18/01/2016				96 346,00		
Égypte / Egypt							
Espagne / Spain	17/06/2016				424 351,00		
États-Unis d'Amérique / United States of America	06/01/2016			791 534,80			
États-Unis d'Amérique / United States of America	26/10/2016				339 273,60		
États-Unis d'Amérique / United States of America	23/12/2016				791 638,40		
Fédération de Russie / Russian Federation	10/03/2016				161 146,50		
Finlande / Finland	16/02/2016				74 079,00		
France / France	03/03/2016				798 316,00		
Grèce / Greece	24/05/2016				91 065,00		
Hongrie / Hungary	27/01/2016			56 953,00			
Hongrie / Hungary	04/11/2016				55 603,00	703,00	
Inde / India	01/09/2016				95 061,00		
Indonésie / Indonesia							
Irak / Iraq	07/04/2016				56 306,00		
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	29/09/2016			768,76	56 251,24		
Irlande / Ireland	20/12/2016					53 330,00	
Israël / Israel							
Italie / Italy	17/02/2016				634 885,00		
Japon / Japan	22/04/2016				1 130 912,00		
Kazakhstan / Kazakhstan	13/04/2016				56 306,00		
Kenya / Kenya	08/02/2016				56 306,00		
Malaisie / Malaysia	11/05/2016				56 306,00		
Mexique / Mexico	27/09/2016				262 918,00		
Norvège / Norway	27/12/2016					119 049,00	
Nouvelle-Zélande / New Zealand	03/02/2016				56 281,00		
Pakistan / Pakistan	14/06/2016		53 816,65				
Pays-Bas / Netherlands	30/03/2016				236 083,00		
Pologne / Poland	01/02/2016				18 459,00		
Pologne / Poland	17/03/2016				113 000,00		
Pologne / Poland	30/12/2016					106 791,00	
Portugal / Portugal	07/01/2016				67 656,00		
Portugal / Portugal	22/12/2016					45 337,00	
République de Corée / Republic of Korea	05/02/2016				284 558,00		
République tchèque / Czech Republic	26/01/2016				56 306,00		
Roumanie / Romania	04/07/2016				56 306,00		
Royaume-Uni / United Kingdom	29/03/2016				739 224,00		
Serbie / Serbia	08/02/2016				56 306,00		
Singapour / Singapore	22/01/2016				56 306,00		
Slovaquie / Slovakia	23/11/2016				56 306,00		
Slovaquie / Slovakia	30/12/2016					56 687,00	
Suède / Sweden	08/02/2016				137 025,00		
Suisse / Switzerland	29/01/2016				149 443,00		
Thaïlande / Thailand	30/03/2016				56 306,00		
Tunisie / Tunisia	19/02/2016			56 688,00			
Turquie / Turkey	22/04/2016				189 552,00		
Uruguay / Uruguay							
Venezuela (Rép. bolivarienne du) / (Bolivarian Rep. of)							
Total		0,00	180 044,65	1 524 415,55	10 533 077,74	873 545,00	13 111 082,94
Contributions pour 2016 / for 2016					12 035 633,00		
Contributions restant dues (%) / Outstanding contributions (%)					88 %		

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014) /

States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Émirats arabes unis / United Arab Emirates	25/01/2016				84 925,50	
Lituanie / Lithuania	28/12/2016			56 688,00	56 306,00	
Slovénie / Slovenia	24/03/2016				43 394,00	
Slovénie / Slovenia	03/08/2016				12 912,00	

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
	2012 et précédemment / 2012 and before	2013	2014	2015	2016	
Afrique du Sud / South Africa					56 306,00	
Allemagne / Germany						
Arabie saoudite / Saudi Arabia						
Argentine / Argentina					61 661,00	
Australie / Australia						
Autriche / Austria						
Belgique / Belgium						
Brésil / Brazil					418 784,00	
Bulgarie / Bulgaria						
Canada / Canada						
Chili / Chile						
Chine / China						
Colombie / Colombia						
Croatie / Croatia						
Danemark / Denmark						
Égypte / Egypt					56 306,00	
Espagne / Spain						
États-Unis d'Amérique / United States of America					186 841,50	
Fédération de Russie / Russian Federation						
Finlande / Finland						
France / France						
Grèce / Greece						
Hongrie / Hungary						
Inde / India				94 922,00		
Indonésie / Indonesia					56 306,00	
Irak / Iraq						
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)						
Irlande / Ireland						
Israël / Israel				56 953,00	56 306,00	
Italie / Italy						
Japon / Japan						
Kazakhstan / Kazakhstan						
Kenya / Kenya						
Malaisie / Malaysia						
Mexique / Mexico						
Norvège / Norway						
Nouvelle-Zélande / New Zealand						
Pakistan / Pakistan				56 953,00	56 306,00	
Pays-Bas / Netherlands						
Pologne / Poland						
Portugal / Portugal						
République de Corée / Republic of Korea						
République tchèque / Czech Republic						
Roumanie / Romania						
Royaume-Uni / United Kingdom						
Serbie / Serbia						
Singapour / Singapore						
Slovaquie / Slovakia						
Suède / Sweden						
Suisse / Switzerland						
Thaïlande / Thailand						
Tunisie / Tunisia				265,00	56 306,00	
Turquie / Turkey						
Uruguay / Uruguay					56 306,00	
Venezuela (Rép. bolivarienne du) / (Bolivarian Rep. of)	54 026,50	55 036,06	118 444,00	88 990,00	89 495,00	
						TOTAL
Total	54 026,50	55 036,06	118 444,00	298 083,00	1 150 923,50	1 676 513,06
Contributions pour 2016 / for 2016					12 121 233	
Contributions restant dues (%) / Outstanding contributions (%)						9 %

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014) /
States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Émirats arabes unis / United Arab Emirates					
Lituanie / Lithuania					
Slovénie / Slovenia					

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2016 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS				
		2013	2014	2015	2016	2017
Albanie / Albania	27/04/2016				27 443,00	
Azerbaïdjan / Azerbaijan						
Bangladesh / Bangladesh	07/04/2016				11 980,00	
Bélarus / Belarus	20/05/2016				42 936,00	
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	04/04/2016				11 980,00	
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	17/03/2016				11 980,00	
Botswana / Botswana						
CARICOM / CARICOM	26/01/2016			8 861,00		
CARICOM / CARICOM	18/04/2016				9 274,00	
Costa Rica / Costa Rica	16/02/2016				28 079,00	
Costa Rica / Costa Rica	26/08/2016				14 856,29	
Cuba / Cuba	19/08/2016			23 000,00		
Équateur / Ecuador	05/08/2016			1 271,37	41 740,83	
Estonie / Estonia	04/02/2016				19 719,00	
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine / Former Yugoslav Rep. of Macedonia	02/11/2016				27 458,00	
Géorgie / Georgia	29/02/2016				19 719,00	
Ghana / Ghana	02/11/2016				11 980,00	
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)						
Jamaïque / Jamaica	04/01/2016	14 587,00				
Jamaïque / Jamaica	27/12/2016		23 860,00			
Lettonie / Latvia	05/02/2016				42 936,00	
Lettonie / Latvia	21/12/2016					40 451,62
Luxembourg / Luxembourg	11/02/2016				11 980,00	
Malte / Malta	22/02/2016				11 980,00	
Maurice / Mauritius	25/04/2016				11 980,00	
Mongolie / Mongolia	26/09/2016				11 970,00	
Monténégro / Montenegro	15/11/2016					11 955,00
Namibie / Namibia	15/02/2016			11 810,00		
Namibie / Namibia	26/04/2016				11 980,00	
Oman / Oman	05/09/2016		16 929,00		14 554,00	
Oman / Oman	10/11/2016			14 467,00		
Panama / Panama						
Paraguay / Paraguay	23/05/2016				19 719,00	44 828,00
Pérou / Peru	05/05/2016				23 490,00	
Philippines / Philippines	29/02/2016				27 713,00	
Philippines / Philippines	17/11/2016			21 843,00		30 304,00
Qatar / Qatar	10/03/2016				176,00	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	23/12/2016				11 955,00	
République de Moldova / Republic of Moldova	11/07/2016				27 458,00	
Seychelles / Seychelles	02/02/2016				11 980,00	
Soudan / Sudan	18/07/2016				11 980,00	
Sri Lanka / Sri Lanka	27/05/2016				5 653,00	
Taipei chinois / Chinese Taipei	14/03/2016				42 364,00	14,00
Ukraine / Ukraine	22/12/2016				43 365,00	
Viet Nam / Viet Nam	28/06/2016				42 936,00	
Yémen / Yemen						
Zambie / Zambia	09/11/2016				11 980,00	
Zimbabwe / Zimbabwe						
						TOTAL
Paiements effectués en 2016 / Payments made in 2016		14 587,00	40 789,00	81 252,37	677 294,12	127 552,62
						941 475,11

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2013 et précédemment / 2013 and before	2014	2015	2016
Albanie / Albania				
Azerbaïdjan / Azerbaijan				11 980,00
Bangladesh / Bangladesh				
Bélarus / Belarus				
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				
Botswana / Botswana			11 810,00	11 980,00
CARICOM / CARICOM				
Costa Rica / Costa Rica				
Cuba / Cuba			11 943,00	42 936,00
Équateur / Ecuador				1 195,17
Estonie / Estonia				
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine / Former Yugoslav Rep. of Macedonia	4 987,00			
Géorgie / Georgia				
Ghana / Ghana		11 693,00		
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				
Jamaïque / Jamaica			35 336,00	42 936,00
Lettonie / Latvia				
Luxembourg / Luxembourg				
Malte / Malta				
Maurice / Mauritius				
Mongolie / Mongolia		11 693,00		
Monténégro / Montenegro				
Namibie / Namibia				
Oman / Oman				
Panama / Panama			35 336,00	42 936,00
Paraguay / Paraguay				
Pérou / Peru				
Philippines / Philippines				
Qatar / Qatar				
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic				
République de Moldova / Republic of Moldova				
Seychelles / Seychelles				
Soudan / Sudan				
Sri Lanka / Sri Lanka				
Taipei chinois / Chinese Taipei				
Ukraine / Ukraine				
Viet Nam / Viet Nam				
Yémen / Yemen			11 810,00	11 980,00
Zambie / Zambia		11 693,00		
Zimbabwe / Zimbabwe				11 980,00
Total	4 987,00	35 079,00	106 235,00	177 923,17
				TOTAL
				324 224,17

7. — BUDGET POUR 2017

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	1 120
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	240
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	240
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 700
CHARGES/EXPENSES	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	7 150
A5. Fournisseurs sous contrat / <i>Contract suppliers</i>	270
	7 420
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 400
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	
C.5 Frais de réunion/ <i>Cost of meetings</i>	
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	
	990
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	640
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	870
	1 510
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	220
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	650
	870
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	270
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	13 460
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	240

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2017

États Membres	Barème ONU 2016-2018	Contribution pour 2016 sur barème 2013-2015	Contribution annuelle pour 2016, 2017 et 2018 sur barème 2016-2018	Différence	Montant pour 2017 <u>avant redistribution</u>	Repartition de la République bolivarienne du Venezuela	Contribution nette pour 2017
		A	B	C = B - A	D=B+C	E	F=D + E
Afrique du Sud *	0,364	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Allemagne.....	6,389	1 019 270	901 925	-117 344	784 581	6 110	790 690
Arabie saoudite.....	1,146	123 323	161 779	38 456	200 235	1 096	201 331
Argentine.....	0,892	61 661	125 922	64 261	190 183	853	191 036
Australie.....	2,337	296 032	329 911	33 879	363 789	2 235	366 024
Autriche.....	0,720	113 902	101 641	-12 261	89 380	689	90 069
Belgique.....	0,885	142 449	124 934	-17 515	107 419	846	108 265
Bésil.....	3,823	418 784	539 687	120 903	660 590	3 656	664 246
Bulgarie *.....	0,045	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Canada.....	2,921	425 921	412 353	-13 568	398 785	2 793	401 579
Chili.....	0,399	56 306	56 326	20	56 346	382	56 728
Chine.....	7,921	734 799	1 118 195	383 396	1 501 591	7 575	1 509 166
Colombie *.....	0,322	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Croatie *.....	0,099	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Danemark.....	0,584	96 346	82 442	-13 904	68 539	558	69 097
Égypte *.....	0,152	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Espagne.....	2,443	424 351	344 875	-79 476	265 398	2 336	267 734
États-Unis d'Amérique *.....	22,000	1 130 912	1 130 912	0	1 130 912	7 661	1 138 573
Fédération de Russie.....	3,088	347 988	435 928	87 941	523 869	2 953	526 822
Finlande.....	0,456	74 079	64 373	-9 707	54 666	436	55 102
France.....	4,859	798 316	685 937	-112 379	573 559	4 647	578 205
Grèce.....	0,471	91 065	66 490	-24 575	41 916	450	42 366
Hongrie *.....	0,161	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Inde.....	0,737	95 061	104 041	8 980	113 021	705	113 726
Indonésie.....	0,504	56 306	71 149	14 843	85 992	482	86 474
Irak *.....	0,129	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Iran (Rép. islamique d').....	0,471	56 306	66 490	10 184	76 675	450	77 125
Irlande *.....	0,335	59 663	56 306	-3 357	52 949	381	53 330
Israël.....	0,430	56 306	60 702	4 396	65 099	411	65 510
Italie.....	3,748	634 885	529 099	-105 785	423 314	3 584	426 898
Japon *.....	9,680	1 130 912	1 130 912	0	1 130 912	7 661	1 138 573
Kazakhstan *.....	0,191	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Kenya *.....	0,018	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Malaisie *.....	0,322	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Mexique.....	1,435	262 918	202 577	-60 341	142 236	1 372	143 608
Norvège.....	0,849	121 467	119 852	-1 615	118 237	812	119 049
Nouvelle-Zélande *.....	0,268	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Pakistan *.....	0,093	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Pays-Bas.....	1,482	236 083	209 212	-26 872	182 340	1 417	183 757
Pologne.....	0,841	131 459	118 723	-12 736	105 987	804	106 791
Portugal *.....	0,392	67 656	56 306	-11 350	44 956	381	45 337
République de Corée.....	2,039	284 613	287 842	3 229	291 072	1 950	293 021
République tchèque *.....	0,344	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Roumanie *.....	0,184	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	4,463	739 224	630 035	-109 189	520 846	4 268	525 114
Serbie *.....	0,032	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Singapour.....	0,447	56 306	63 102	6 796	69 899	427	70 326
Slovaquie *.....	0,160	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Suède.....	0,956	137 025	134 957	-2 068	132 889	914	133 803
Suisse.....	1,140	149 443	160 932	11 489	172 421	1 090	173 511
Thaïlande *.....	0,291	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Tunisie *.....	0,028	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Turquie.....	1,018	189 552	143 709	-45 842	97 867	973	98 841
Uruguay *.....	0,079	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Venezuela (République bolivarienne du).....	0,571	89 495	80 607	-8 888			
Totaux.....		11 980 000	11 980 000	0	11 908 280	80 607	11 988 887
<i>États ayant adhéré après la Vingt-cinquième réunion de la Conférence générale (2014)</i>							
Lituanie *.....	0,072	56 306	56 306	0	56 306		56 306
Émirats arabes unis.....	0,604	84 927	85 266	339	85 604		85 604
Slovénie *.....	0,084	56 306	56 306	0	56 306		56 306
Totaux.....			12 177 878		12 106 497		12 187 104

* État Membre au maximum ou au minimum de la contribution.

**9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES
ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2017**

<i>États et Entités économiques associés</i>	Barème ONU 2016-2018 (%)	Souscription nette pour 2016 (barème 2013-2015) (euros)	Coefficient BIPM 2016 (%)	Coefficient BIPM 2017 (%)	Souscription pour 2016 (barème 2016-2018) (euros)	Souscription pour 2017 (barème 2016-2018) (euros)	Différence pour 2016	Souscription nette pour 2017 (euros)
<i>États associés</i>		A			B	C	D = B - A	E = C + D
Albanie.....	0,008	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Azerbaïdjan.....	0,060	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Bangladesh.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Bélarus.....	0,056	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Bolivie (État plurinational de).....	0,012	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Bosnie-Herzégovine.....	0,013	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Botswana.....	0,014	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Costa Rica.....	0,047	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Cuba.....	0,065	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Équateur.....	0,067	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Estonie.....	0,038	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Ex-République yougoslave de Macédoine.....	0,007	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Géorgie.....	0,008	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Ghana.....	0,016	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Jamaïque.....	0,009	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Lettonie.....	0,050	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Luxembourg.....	0,064	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Malte.....	0,016	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Maurice.....	0,012	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Mongolie.....	0,005	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Monténégro.....	0,004	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Namibie.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Oman.....	0,113	14 554	0,133	0,133	15 980	15 980	1 426	17 406
Panama.....	0,034	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Paraguay.....	0,014	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Pérou.....	0,136	23 490	0,213	0,266	25 521	31 809	2 031	33 840
Philippines.....	0,165	27 713	0,240	0,286	28 801	34 270	1 088	35 358
Qatar.....	0,269	29 820	0,318	0,318	38 040	38 040	8 220	46 260
République arabe syrienne.....	0,024	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
République de Moldova.....	0,004	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Seychelles.....	0,001	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Soudan.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Sri Lanka.....	0,031	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Ukraine.....	0,103	43 365	0,363	0,423	43 453	50 675	88	50 763
Viet Nam.....	0,058	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Yemen.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Zambie.....	0,007	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Zimbabwe.....	0,004	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Totaux.....		851 585			864 437	991 763		1 004 616
<i>Entités économiques associées</i>								
Hong Kong, Chine.....	0,224 *	23 525	0,264	0,264	31 676	31 676	8 151	39 827
Taipei chinois.....	0,378 *	42 364	0,446	0,446	53 454	53 454	11 090	64 543
CARICOM.....	0,057 **	9 274	0,067	0,067	8 060	8 060	-1 214	6 847
Totaux.....		75 164			93 190	93 190		111 217

* Calculaté à partir des données du PIB. ** Somme des coefficients ONU de onze états participant de la CARICOM.

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2016

Exercice clos le 31 décembre 2016

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

*Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2016*

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2016, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en terme de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 31 mai 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	13 938	16 077
Actifs non courants		13 938	16 077
Actifs courants			
Actifs du régime	9	2 572	773
Autres créances	10	14	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	832	553
Actifs courants		3 418	1 330
Total Actifs		17 357	17 407
Actif net			
Résultat de l'exercice		(18 200)	9 062
Variation de juste valeur		2 100	2 018
Autres réserves		(91 745)	(100 807)
Actif net		(107 845)	(89 727)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	117 660	99 659
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	4 106	4 111
Passifs non courants		121 766	103 770
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 206	3 186
Autres dettes	11	230	178
Passifs courants		3 436	3 364
Total Passifs		125 202	107 134

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 400	2 400
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	468	485
Produits des placements	9	237	281
Autres produits opérationnels	12	154	141
Total des produits opérationnels		3 259	3 307
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 215	3 135
Variation de la provision pour pensions	8	18 016	(9 017)
Autres charges opérationnelles	13	228	128
Total des charges opérationnelles		21 459	(5 754)
Résultat des activités opérationnelles		(18 200)	9 062
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		(18 200)	9 062
Résultat de l'exercice		(18 200)	9 062

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2016	2015
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 550	2 400
Cotisations des membres du personnel du BIPM		462	485
Pensions		(3 123)	(3 135)
Autres charges opérationnelles		(433)	(107)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(544)	(357)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(411)	(4 289)
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		995	3 158
Produits des placements		240	330
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		824	(801)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		279	(1 158)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	553	1 711
		832	553

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire de 10 % prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2016 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2014, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35 ans*.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

* Note ajoutée pour information : le nombre d'années pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 est plafonné à 36,84.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 400 milliers d'euros en 2015 et 2 400 milliers d'euros en 2016.

Exceptionnellement fin 2016, les États Membres ont versé 150 milliers d'euros d'avance sur leur contribution 2017. Ces 150 milliers d'euros figurent dans les passifs courants au 31 décembre 2016.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires, de 10 % depuis 2013, prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité, s'élèvent à 485 milliers d'euros en 2015 et 468 milliers d'euros en 2016.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	52	50
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	20	22
Total des effectifs	72	72

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 3 135 milliers d'euros en 2015 et 3 215 milliers d'euros en 2016.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Pensions de retraite	57	57
Pensions de réversion	11	11
Pensions différées	4	4
Pensions d'orphelin	3	4
Allocations d'invalidité	2	2
Total du nombre de pensions servies	77	78

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	58 907	53 842
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 206	3 186
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	58 753	45 817
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	120 866	102 845
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	4 106	4 111
Provision pour pensions	124 972	106 956
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	3 228	3 752
Charge d'intérêt	2 069	1 692
Prestations payées	(3 209)	(3 225)
(Gains) pertes actuariels	16 018	(11 236)
Variation de la provision pour pensions	18 106	(9 017)
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1449 (2017)	1,1415 (2016)
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,3 %	2,0 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,8 %	1,8 %
Taux de cotisation (en % de la masse salariale)	56 %	56 %
Taux d'inflation (à long terme)	1,8 %	1,8 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGH/TGF 05	TGF/TGH 05
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier	Retraite à taux plein sauf cas particulier
Type de départ	À l'initiative du membre du personnel	À l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du <i>point</i>	Égale à celle du <i>point</i>
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2015 :

Si un taux d'actualisation à 1,75 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 112 391 milliers d'euros au lieu de 106 956 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2015 en utilisant un taux à 2,00 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 2,25 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 101 931 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2016 :

Si un taux d'actualisation à 1,05 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 131 912 milliers d'euros au lieu de 124 972 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2016 en utilisant un taux à 1,30 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,55 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 118 582 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
Trésorerie	760	311
Équivalents de trésorerie	72	242
Total	832	553

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
<i>Fonds communs de placement (actions)</i>		
- Europe	7 261	6 910
- États-Unis d'Amérique		0
- Japon		0
- Asie hors Japon	529	465
- Autres		0
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	7 790	7 375
<i>Fonds communs de placement (obligations)</i>		
- Europe haut rendement		0
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>		0
<i>(en milliers d'euros)</i>	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	7 409	7 263
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	971	999
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 284	1 215
- OAT 0,5% 15-25052025	1 577	1 509
- Europe hors zone euro	425	621
- États-Unis d'Amérique	885	1 591
<i>Total Obligations</i>	8 719	9 475
Total	16 509	16 850

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
Obligations	6 148	8 701
Autres instruments financiers	7 790	7 375
Non courants	13 938	16 076
Obligations	2 572	774
Courants	2 572	774
Total	16 510	16 850

Le détail du portefeuille obligataire selon la duration est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2016	Total 31 décembre 2015
	8 720	9 475
1-3 ans	47,89 %	39,35 %
4-5 ans	2,35 %	14,69 %
6-7 ans	0,00 %	2,34 %
8-10 ans	28,12 %	24,81 %
> 10 ans	21,64 %	18,81 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Fonds communs de placement (actions)		-
Obligations	218	271
Équivalents de trésorerie	19	10
Trésorerie		
Total Produits des placements	237	281

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Opérations avec le BIPM		-
Produits à recevoir	14	4
Total des Autres créances	14	4

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Pensions à payer		-
Allocation de départ		-
Opérations avec le BIPM	215	65
Total des Autres dettes	215	65

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Variation de juste valeur	163	140
Produits d'écarts de change	20	1
Total des Autres produits opérationnels	183	141

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2016	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015
Charges d'écarts de change	4	1
Autres charges opérationnelles	137	18
Total des Autres charges opérationnelles	141	19

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CAD	<i>Canadian Dollar</i> / Dollar canadien
CARICOM	<i>Caribbean Community</i> / Communauté des Caraïbes
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CIPM MRA	Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM / CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Résultat avant intérêt et amortissement t/ <i>Earnings Before Interest Depreciation and Amortization</i>
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table</i> / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public / <i>International Public Sector Accounting Standards</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
ISA	Normes comptables internationales
JCTLM	Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire / <i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i>
KRISS	<i>Korea Research Institute for Standards and Science</i> (République de Corée)
NIM	<i>National Institute of Metrology</i> (Chine)
NMIJ/AIST	<i>National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology</i> (Japon)
NMR	Résonance magnétique nucléaire/ <i>Nuclear magnetic resonance</i>
NOK	<i>Norwegian Krone</i> / Couronne norvégienne
ONU	Organisation des Nations Unies
SI	Système international d'unités
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 15 JUNE 2017

President

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), Lindfield, Australia.

Secretary

2. J.W. McLAREN, Ottawa, Canada.

Members

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscow, Russian Federation.
4. M. BUZOIANU, Institutul National de Metrologie (INM), Bucharest, Romania.
5. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexico.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, China.
7. L. ÉRARD, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), Paris, France.
8. D.-I. KANG, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, Republic of Korea.
9. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentina.
10. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapore.
11. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, South Africa.
12. W.E. MAY, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, United States of America. *Vice-president.*
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italy.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Switzerland.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Netherlands.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory NPL), Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

17. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig, Germany.
Vice-president.
 18. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japan.
-

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2016**

1. — Foreword
2. — 2016 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Estimates and judgments
 - Note 4 Intangible and tangible assets
 - Note 5 Inventories and work in progress
 - Note 6 Member States contributions
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Subscriptions of Associates
 - Note 14 Other income
 - Note 15 General services
 - Note 16 Other operating expenses
 - Budget outturn
3. — Contributions settled in 2016
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2016
5. — Subscriptions settled in 2016
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2016
7. — Budget for 2017
8. — Table of repartition of the dotation for 2017
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2017
10. — 2016 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In my forewords to the Rapport Financier over the last four years I have been able to report on income following plan and the positive impact of the careful control of costs on the BIPM financial results. This report shows that these two trends continued in 2016.

Income follows forecast with the subscriptions from a number of Associate States increasing according to the “escalator” mechanism applied when they participate actively in the CIPM MRA.

Considering costs during 2016:

- Direct staff costs are being controlled by a limit on pay awards in 2016, and from further selected “contracting out” of site reception and security services. These actions will be complemented by measures that will be put in place in 2017 to limit the growth of the long-term pension liability.

- Operating costs have been controlled carefully in advance of planned fees for access to an outsourced radiation facility starting in 2017.

- Capital spend was within budget following the projected increase from the 2015 level, reflecting the start of new laboratory and building renovation projects in the first year of the latest 4-year Work Programme.

In this report we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for capital spend. This was significantly influenced by an increase in two provisions that we are obliged to record. These are for future staff healthcare costs and retirement indemnities. It is reported here as 1 985 thousand Euros (down from 2 521 thousand Euros in 2015). After allowing for depreciation and amortisation, the Net Result was 551 thousand Euros (764 thousand Euros in 2015).

Last year, I reported a small cash outflow from BIPM operations (-71 thousand Euros in 2015) due to late receipt of a number of contributions from Member States. In 2016, this position has been addressed leading to a positive cash flow from operations of 4 285 thousand Euros.

The financial report for the BIPM Pension and Provident Fund is also included in this volume.

Financial conditions have forced a decrease in the discount rate applied to the actuarial valuation of the liabilities to 1.3 % (2.0 % in 2015). (This continues to be derived from the Iboxx corporate bond index for AA bonds with more than 10 year maturity). This change has driven an increase in the pension provision from 107.0 million Euros to 125.0 million Euros.

Outflow due to the payment of pensions in service (3 123 thousand Euros) again exceeded the income received from the combined revenue from the BIPM and active members (3 012 thousand Euros).

The CIPM took two important decisions to address the long-term financial sustainability of the Pension Fund in December 2016. The first of these was to open a new section of the fund for staff joining the BIPM after 1 January 2017 with an increased staff contribution rate and reduced benefits. The second was to initiate a series of stepped increases in the contribution rates from all existing staff. (Full details are given in Note 3 of the Pension Fund financial statements). These will be complemented by an additional one-off payment of 400 thousand Euros and additional continuing payments of 150 thousand Euros each year from the BIPM.

2. — 2016 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2016 financial statements

Period ended December 31st, 2016

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2016.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2016, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

*International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2016 financial statements*

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2016, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 31st, 2017

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2016	31 December 2015
Non-current assets			
Buildings	4	18 624	18 487
Scientific equipment	4	10 414	10 305
Intangible assets	4	423	442
Other property, plant and equipment	4	1 476	1 528
Member States contributions	6	1 024	1 023
Non-current financial assets	8	857	668
Staff social loans		107	121
Non-current assets		32 925	32 575
Current assets			
Inventories and work in progress	5	213	241
Member States contributions	6	1 662	2 278
Subscriptions of Associates		307	283
Other receivables	7	445	490
Prepayments		97	95
Current financial assets	8	0	104
Cash and cash equivalent	9	15 975	13 604
Current assets		18 699	17 095
Total Assets		51 624	49 669
Net Assets			
Net result for the period		551	764
Change in fair value		(10)	2
Other reserves		30 734	29 970
Net Assets		31 275	30 736
Non-current liabilities			
Non-current employee benefits	10	16 950	15 810
Advances from Member States	6	1 385	1 382
Non-current liabilities		18 335	17 192
Current liabilities			
Current employee benefits	10	438	439
Advances from Member States	6	6	0
Current payables		381	593
Other current creditors	11	1 189	709
Current liabilities		2 014	1 741
Total Liabilities		20 349	18 933

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2016	2015
Operating revenue			
Contributions	12	12 178	12 121
Subscriptions	13	955	790
Other income	14	561	823
Total operating revenue		13 694	13 734
Operating expenses			
Staff	10	5 948	6 104
Change in health care and retirement indemnity provision	10	1 341	682
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 400	2 400
General services	15	776	899
Laboratory operating expenses		518	539
Building maintenance		450	373
Other operating expenses	16	276	216
Total operating expenses		11 709	11 213
EBITDA		1 985	2 521
EBITDA corrected from change in health care and retirement indemnity provision		3 326	3 203
Depreciation and amortization	4	(1 429)	(1 737)
Loss on disposal of tangible assets	4	(2)	(12)
Impairment of intangible assets	4	0	0
Result from operating activities		554	772
Financial expenses		3	8
Result from ordinary activities		551	764
Net result for the period		551	764

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value	0	(80)	0
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2016	2015
Cash flows from operating activities			
Contributions		13 351	9 404
Subscriptions		942	832
VAT reimbursement		689	444
Other receipts		595	411
Staff		(6 276)	(6 394)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 550)	(2 400)
Suppliers		(2 337)	(2 337)
Other expenditure		0	0
Financial payments		(129)	(31)
Total cash flows from operating activities		4 285	(71)
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 814)	(1 502)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		(100)	524
Total cash flows from investment activities		(1 914)	(978)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		2 371	(1 049)
Cash and cash equivalent at beginning of period		13 604	14 653
Cash and cash equivalent at end of period	9	15 975	13 604

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 57 at 31 December 2016, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results.
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States.
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The objectives of the BIPM are:

- To establish and maintain appropriate reference standards for use as the basis of a limited number of key international comparisons at the highest level.
- To coordinate international comparisons of national measurement standards through the Consultative Committees of the CIPM; taking the role of coordinating laboratory for selected comparisons of the highest priority and undertaking the scientific work necessary to enable this to be done.
- To provide selected calibrations for Member States.
- To coordinate activities between the NMIs of Member States, such as through the CIPM MRA, and to provide technical services to support them.
- To liaise as required with relevant intergovernmental organizations and other international bodies both directly and through joint committees.
- To organize scientific meetings to identify future developments in the world-wide measurement system required to meet existing and future measurement needs in industry, science and society.

- To inform, through publications and meetings, the science community, the wider scientific public and decision makers on matters related to metrology and its benefits.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2016 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2016 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where "x" is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every twelve years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every twelve years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 35 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period plus the contributions for the said financial period of States that have acceded to the Metre Convention after the adoption of the said dotation and at latest on 31 December of the current financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Note 3 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 4 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	Equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2015	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Accumulated depreciation	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)
Net value 01/01/2015	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Additions	69	684	6	20	27	183	22	0	159	1 170	335	1 505
Disposals – gross value	0	(163)	0	0	0	(8)	0	0	0	(171)	0	(171)
Depreciation	(126)	(770)	(42)	(7)	(9)	(116)	(21)	0	0	(1 091)	(645)	(1 736)
Disposals – accumulated depreciation	0	152	0	0	0	8	0	0	0	160	0	160
Net value 31/12/2015	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Gross value 01/01/2016	1 390	20 115	1 041	176	169	1 368	589	485	1 386	26 719	22 546	49 265
Accumulated depreciation	(948)	(11 195)	(717)	(155)	(136)	(942)	(349)	0	0	(14 442)	(4 060)	(18 502)
Net value 01/01/2016	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Additions	29	407	4	0	12	92	59	0	463	1 066	535	1 601
Disposals – gross value	0	0	0	(11)	0	(3)	0	0	0	(14)	0	(14)
Depreciation	(48)	(762)	(42)	(4)	(11)	(139)	(25)	0	0	(1 031)	(398)	(1 429)
Disposals – accumulated depreciation	0	0	0	11	0	3	0	0	0	14	0	14
Net value 31/12/2016	423	8 565	286	17	34	379	275	485	1 849	12 313	18 624	30 937
Gross value 31/12/2016	1 419	20 522	1 045	165	181	1 457	648	485	1 849	27 771	23 081	50 852
Accumulated depreciation	(996)	(11 957)	(759)	(148)	(147)	(1 078)	(374)	0	0	(15 459)	(4 458)	(19 917)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

This is the first year the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses. In 2015, if this threshold had been applied, the total assets acquired would have been reduced by 15 thousand Euros.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 152 thousand Euros in 2015 and 143 thousand Euros in 2016.

On 14 November 2014, the BIPM has opened a new chemistry laboratory as a result of a collaborative agreement with the NMIJ/AIST (Japan). The centrepiece of the new laboratory is a 400MHz NMR instrument donated to the BIPM by Jeol France, valued 220 thousand Euros.

As at 31 December 2016, the Ionizing Radiation Department has 28 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

IT

In 2014, the BIPM finalized the installation of an IT room in the Observatoire, in order to implement an improved BIPM IT network, backup and storage system, designed on a mirrored principal which guards against hardware failure, using virtualized servers, for 219 thousands Euros

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 1 018 thousand Euros at 31 December 2015 and at 1 161 thousand Euros at 31 December 2016.

Buildings

In 2016, major investments in Buildings were:

- the refurbishment of offices and some laboratories in the Marie Curie building for the Chemistry and Ionizing Radiation Departments,
- the preparation of work to be carried out in the Observatoire for the Physical Metrology Department, the creation of new offices and the refurbishment of Room 1 for research work on the development of a calculable capacitor,
- and the installation of additional fences around the perimeter of the site.

In 2015, major investments in Buildings were:

- the refurbishment of offices and some laboratories in Marie Curie building for the Chemistry and Ionizing Radiation Departments,
- the preparation of work to be carried out in the Observatoire for the Physical Metrology Department,
- and the installation of additional fences around the perimeter of the site.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounted to 102 thousand Euros in 2014.

Since 2015, labour costs are no longer included in the value of the additions of buildings.

Note 5 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Inventories and work in progress		
Raw materials	61	191
Accessories for prototypes	5	6
Work in progress	147	43
Other	0	0
Total Inventories and work in progress	213	241

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2016	2015
At 1 January	241	253
Movement of the year	(28)	(13)
At 31 December	213	241

In 2014, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg), which were in a format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2014, inventories of raw materials of platinum iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2014 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

In 2016, in order to simplify management of the precious metals inventory, a number of “residual materials” were sold to Johnson Matthey.

Note 6 Member States Contributions

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015 (non-current part)	31 December 2015 (current part)	31 December 2015 Total discounted value	31 December 2015 Total nominal value
Islamic Republic of Iran	1 023	1	1 024	1 029
Other Member States	0	2 278	2 278	2 278
Total Member States Contributions	1 023	2 279	3 302	3 307

(in thousands of Euros)	31 December 2016 (non-current part)	31 December 2016 (current part)	31 December 2016 Total discounted value	31 December 2016 Total nominal value
Islamic Republic of Iran	1 024		1 024	1 029
Other Member States		1 662	1 662	1 662
Total Member States Contributions	1 024	1 662	2 686	2 686

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2015 (non-current part)	31December 2015 (current part)	31December 2015 Total discounted value	31 December 2015 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total Advances from Member States	1 382	0	1 382	1 307

	31 December 2016 (non-current part)	31December 2016 (current part)	31December 2016 Total discounted value	31 December 2016 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		6	6	6
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	6	1 391	1 391

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People’s Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), and the Islamic Republic of Iran.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People’s Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People’s Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears was 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions had been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States were automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, were withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognized. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement was concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and was automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros was withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognized in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran, an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
VAT receivable	257	373
Other receivables	188	117
Total Other receivables	445	490

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)			Total
	Euros	GBP	31 December
			2016
Bonds (current)	0	0	0
Bonds (non-current)	857	0	857
Total	857	0	857

(in thousands of Euros)			Total
	Euros	GBP	31 December 2015
Bonds (current)	104	0	104
Bonds (non-current)	668	0	668
Total	772	0	772

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)							Total
	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	31 December 2016
Cash	2 164	833	21	3	0	2	3 023
Cash equivalent	12 857	94				1	12 952
Total	15 021	927	21	3	0	3	15 975

(in thousands of Euros)							Total
	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	31 December 2015
Cash	971	849	79	3	19	2	1 923
Cash equivalent	11 573	109				1	11 682
Total	12 544	958	79	3	19	3	13 604

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	370	417
Invoices not received as at 31 December	113	174
Current payables	381	582
Payables - Employee benefits	438	439
Other payables	199	137
BIPM Pension and Provident Fund	0	0
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	874	309
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	128	100
Payment from Cameroon – advance made to Cameroon to be reimbursed to other Member States	0	0
Payment from the Islamic Republic of Iran – advance made to the Islamic Republic of Iran to be reimbursed to other Member States	0	0
Payment from the Islamic Republic of Iran – sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement	337	337
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	0	0
Reserve Fund	4 409	4 193
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	8 484	6 674
Total	15 975	13 604

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2016	2015
Salaries	4 600	4 735
Family and social allowances	998	1 016
Social contributions	349	358
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	144	147
Current staff cost	6 091	6 256
Staff cost included in BIPM assets during the period	(143)	(152)
Staff operating expenses	5 948	6 104
Change in health insurance provision	1 296	679
Change in retirement indemnity provision	45	3
Total staff cost	7 289	6 786

Number of staff

	31 December 2016	31 December 2015
Staff members under indefinite-term appointment	69	69
Staff members under fixed-term appointment	3	3
Staff seconded to the BIPM	5	2
Total number of staff	77	74

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 400 thousand Euros in 2016 and 2 400 thousand Euros in 2015.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Annual leave provision	369	369
Retirement indemnity provision	60	60
Other current employee benefits	9	10
Total current employee benefits	438	439

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Retirement indemnity provision	285	258
Health insurance provision	16 665	15 552
Total non-current employee benefits	16 950	15 810

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2009. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	16 665	15 552
Health insurance provision	16 665	15 552
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	534	531
Interest costs	303	222
Actuarial (Gains) losses	459	(74)
Change in health insurance provision	1 296	679
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.3 %	2.0 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.43 %	2.5 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	21 934	12 825

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	867	309
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	110	100
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	212	300
Total Other current creditors	1 189	709

Note 12 Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Contributions	12 178	12 121
Total	12 178	12 121

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2016 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2016, as Slovenia became a Member State on 23 March 2016.

The same applied in 2015 as the United Arab Emirates and the Republic of Lithuania became Member States on 27 April 2015 and 16 April 2015 respectively.

Note 13 Subscriptions of Associates

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Subscriptions of Associates	955	790

The total sum of subscriptions recognized in 2016 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2016, as Qatar and Sri Lanka became Associates of the CGPM on 10 March 2016 and 17 August 2016 respectively.

The total sum of subscriptions recognized in 2015 was less than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2015, as the Republic of Azerbaijan became an Associate of the CGPM on 1 October 2015. The BIPM notified it of its subscription for 2015.

Note 14 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Other income		
<i>Metrologia</i>	134	145
Interest revenue	25	50
Entry contribution of new Member States	0	84
Grants	216	53
Meeting registration fees	17	42
Fair value adjustments on financial assets	0	180
Sale of prototypes	135	143
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion gain	17	65
Other	17	61
Total Other income	561	823

Entry contribution of new Member States

No entry contribution was notified in 2016 for new Member States as Slovenia had been an Associate since 2001.

Grants

The BIPM received a grant in 2015 and in 2016 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 53 thousand Euros and 57 thousand Euros respectively.

In addition, in 2016, the BIPM received a grant from the NIST, which amounted to 160 thousand Euros, within the framework of an international metrology cooperation agreement.

Sale of prototypes

The BIPM sold one prototype to SASO-NMCC (Saudi Arabia) and one prototype to NIM (China) in 2016.

Note 15 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
General services		
Heating, water, electricity	150	212
Insurances	39	36
Publications	4	14
Office expenses	199	130
Meeting expenses	86	137
Travel and transportation of equipment	205	241
Library	50	82
Bureau of the CIPM	43	47
Total General services	776	899

The heating, water, electricity expense has decreased since 2015 following replacement of the defaulting electricity meter and receipt of refunds amounting to 150 thousand Euros from the electricity company in 2016.

In 2016, meeting expenses were lower than in 2015. The number of meeting days decreased from 118 in 2015 with a total of 2 212 participants to 101 in 2016 with a total of 1 498 participants.

Note 16 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Other operating expenses		
Inventory variation	27	13
Platinum iridium	(26)	17
Audit/review	125	119
Fair value adjustments on financial assets	0	23
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	147	14
Other	3	30
Total Other operating expenses	276	216

2016 BUDGET OUTTURN

(in thousands of Euros)	Actual amounts 2016	Budget 2016	Difference
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 178	11 980	198
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	25	230	(205)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	165	240	(75)
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	955	960	(5)
5. <i>Metrologia</i>	134	120	14
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 457	13 530	(73)
CHARGES/EXPENSES			
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	6 091	6 900	(809)
A.1 Traitements et Charges sociales/ <i>Salaries and Social contributions</i>	4 949		
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 142		
A.5 Fournisseurs sous contrat/ <i>Contract suppliers</i>	247	270	(23)
	6 338	7 170	(832)
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 550	2 400	150
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>		955	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	150		
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	39		
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	4		
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	120		
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	87		
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	205		
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	50		
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	43		
	698	955	(257)
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	526	630	(104)
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	908	1 060	(152)
	1 434	1 690	
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	203	190	13
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	595	640	(45)
	798	830	(32)
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	141	260	(119)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	11 959	13 305	(1 496)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 498	225	
G. <i>Amortissement/Depreciation and amortization</i>	1 429		
G. <i>Variation de la provision pour assurance maladie/Change on provision for health care</i>	1 296		
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,F,G)	14 684		
RÉSULTAT NET/NET RESULT	(1 227)	225	

The 2016 budget was adopted by the CIPM in October 2015. It included total expenses for 2016 amounting to 13 305 thousand Euros and total revenue amounting to 13 530 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2016 budget outturn shows a net result of (1 227) thousand Euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2016 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
		2013 et précédemment / 2013 and before	2014	2015	2016	2017	
Afrique du Sud / South Africa					1 019 270,00		
Allemagne / Germany	28/04/2016				123 303,00		
Arabie saoudite / Saudi Arabia	10/06/2016						
Arabie saoudite / Saudi Arabia	29/06/2016		126 228,00	123 389,00			
Argentine / Argentina	05/01/2016			61 700,00			
Australie / Australia	23/02/2016				296 032,00		
Autriche / Austria	23/12/2016					90 069,00	
Belgique / Belgium	31/03/2016				142 449,00		
Brésil / Brazil	20/10/2016			346 172,31			
Brésil / Brazil	25/11/2016			71 229,68			
Bulgarie / Bulgaria	19/02/2016				56 306,00		
Canada / Canada	29/01/2016				425 921,00		
Canada / Canada	23/12/2016					401 579,00	
Chili / Chile	26/04/2016				56 306,00		
Chine / China	26/07/2016				734 692,00		
Colombie / Colombia	19/09/2016				56 306,00		
Croatie / Croatia	22/09/2016			15 980,00	20,00		
Croatie / Croatia	23/12/2016				56 286,00		
Danemark / Denmark	18/01/2016				96 346,00		
Égypte / Egypt							
Espagne / Spain	17/06/2016				424 351,00		
États-Unis d'Amérique / United States of America	06/01/2016			791 534,80			
États-Unis d'Amérique / United States of America	26/10/2016				339 273,60		
États-Unis d'Amérique / United States of America	23/12/2016				791 638,40		
Fédération de Russie / Russian Federation	10/03/2016				161 146,50		
Finlande / Finland	16/02/2016				74 079,00		
France / France	03/03/2016				798 316,00		
Grèce / Greece	24/05/2016				91 065,00		
Hongrie / Hungary	27/01/2016			56 953,00			
Hongrie / Hungary	04/11/2016				55 603,00	703,00	
Inde / India	01/09/2016				95 061,00		
Indonésie / Indonesia							
Irak / Iraq	07/04/2016				56 306,00		
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	29/09/2016			768,76	56 251,24		
Irlande / Ireland	20/12/2016					53 330,00	
Israël / Israel							
Italie / Italy	17/02/2016				634 885,00		
Japon / Japan	22/04/2016				1 130 912,00		
Kazakhstan / Kazakhstan	13/04/2016				56 306,00		
Kenya / Kenya	08/02/2016				56 306,00		
Malaisie / Malaysia	11/05/2016				56 306,00		
Mexique / Mexico	27/09/2016				262 918,00		
Norvège / Norway	27/12/2016					119 049,00	
Nouvelle-Zélande / New Zealand	03/02/2016				56 281,00		
Pakistan / Pakistan	14/06/2016		53 816,65				
Pays-Bas / Netherlands	30/03/2016				236 083,00		
Pologne / Poland	01/02/2016				18 459,00		
Pologne / Poland	17/03/2016				113 000,00		
Pologne / Poland	30/12/2016					106 791,00	
Portugal / Portugal	07/01/2016				67 656,00		
Portugal / Portugal	22/12/2016					45 337,00	
République de Corée / Republic of Korea	05/02/2016				284 558,00		
République tchèque / Czech Republic	26/01/2016				56 306,00		
Roumanie / Romania	04/07/2016				56 306,00		
Royaume-Uni / United Kingdom	29/03/2016				739 224,00		
Serbie / Serbia	08/02/2016				56 306,00		
Singapour / Singapore	22/01/2016				56 306,00		
Slovaquie / Slovakia	23/11/2016				56 306,00		
Slovaquie / Slovakia	30/12/2016					56 687,00	
Suède / Sweden	08/02/2016				137 025,00		
Suisse / Switzerland	29/01/2016				149 443,00		
Thaïlande / Thailand	30/03/2016				56 306,00		
Tunisie / Tunisia	19/02/2016			56 688,00			
Turquie / Turkey	22/04/2016				189 552,00		
Uruguay / Uruguay							
Venezuela (Rép. bolivarienne du) / (Bolivarian Rep. of)							
Total		0,00	180 044,65	1 524 415,55	10 533 077,74	873 545,00	13 111 082,94
Contributions pour 2016 / for 2016					12 035 633,00		
Contributions restant dues (%) / Outstanding contributions (%)					88 %		

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014) /

States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Émirats arabes unis / United Arab Emirates	25/01/2016				84 925,50	
Lituanie / Lithuania	28/12/2016			56 688,00	56 306,00	
Slovénie / Slovenia	24/03/2016				43 394,00	
Slovénie / Slovenia	03/08/2016				12 912,00	

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2016 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
	2012 et précédemment / 2012 and before	2013	2014	2015	2016	
Afrique du Sud / South Africa					56 306,00	
Allemagne / Germany						
Arabie saoudite / Saudi Arabia						
Argentine / Argentina					61 661,00	
Australie / Australia						
Autriche / Austria						
Belgique / Belgium						
Brésil / Brazil					418 784,00	
Bulgarie / Bulgaria						
Canada / Canada						
Chili / Chile						
Chine / China						
Colombie / Colombia						
Croatie / Croatia						
Danemark / Denmark						
Égypte / Egypt					56 306,00	
Espagne / Spain						
États-Unis d'Amérique / United States of America					186 841,50	
Fédération de Russie / Russian Federation						
Finlande / Finland						
France / France						
Grèce / Greece						
Hongrie / Hungary						
Inde / India				94 922,00		
Indonésie / Indonesia					56 306,00	
Irak / Iraq						
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)						
Irlande / Ireland						
Israël / Israel				56 953,00	56 306,00	
Italie / Italy						
Japon / Japan						
Kazakhstan / Kazakhstan						
Kenya / Kenya						
Malaisie / Malaysia						
Mexique / Mexico						
Norvège / Norway						
Nouvelle-Zélande / New Zealand						
Pakistan / Pakistan				56 953,00	56 306,00	
Pays-Bas / Netherlands						
Pologne / Poland						
Portugal / Portugal						
République de Corée / Republic of Korea						
République tchèque / Czech Republic						
Roumanie / Romania						
Royaume-Uni / United Kingdom						
Serbie / Serbia						
Singapour / Singapore						
Slovaquie / Slovakia						
Suède / Sweden						
Suisse / Switzerland						
Thaïlande / Thailand						
Tunisie / Tunisia				265,00	56 306,00	
Turquie / Turkey						
Uruguay / Uruguay					56 306,00	
Venezuela (Rép. bolivarienne du) / (Bolivarian Rep. of)	54 026,50	55 036,06	118 444,00	88 990,00	89 495,00	
					TOTAL	
Total	54 026,50	55 036,06	118 444,00	298 083,00	1 150 923,50	1 676 513,06
Contributions pour 2016 / for 2016					12 121 233	
Contributions restant dues (%) / Outstanding contributions (%)						9 %

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014) /
States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Émirats arabes unis / United Arab Emirates					
Lituanie / Lithuania					
Slovénie / Slovenia					

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2016 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
		2013	2014	2015	2016	2017	
Albanie / Albania	27/04/2016				27 443,00		
Azerbaïdjan / Azerbaijan							
Bangladesh / Bangladesh	07/04/2016				11 980,00		
Bélarus / Belarus	20/05/2016				42 936,00		
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	04/04/2016				11 980,00		
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	17/03/2016				11 980,00		
Botswana / Botswana							
CARICOM / CARICOM	26/01/2016			8 861,00			
CARICOM / CARICOM	18/04/2016				9 274,00		
Costa Rica / Costa Rica	16/02/2016				28 079,00		
Costa Rica / Costa Rica	26/08/2016				14 856,29		
Cuba / Cuba	19/08/2016			23 000,00			
Équateur / Ecuador	05/08/2016			1 271,37	41 740,83		
Estonie / Estonia	04/02/2016				19 719,00		
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine / Former Yugoslav Rep. of Macedonia	02/11/2016				27 458,00		
Géorgie / Georgia	29/02/2016				19 719,00		
Ghana / Ghana	02/11/2016				11 980,00		
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)							
Jamaïque / Jamaica	04/01/2016	14 587,00					
Jamaïque / Jamaica	27/12/2016		23 860,00				
Lettonie / Latvia	05/02/2016				42 936,00		
Lettonie / Latvia	21/12/2016					40 451,62	
Luxembourg / Luxembourg	11/02/2016				11 980,00		
Malte / Malta	22/02/2016				11 980,00		
Maurice / Mauritius	25/04/2016				11 980,00		
Mongolie / Mongolia	26/09/2016				11 970,00		
Monténégro / Montenegro	15/11/2016					11 955,00	
Namibie / Namibia	15/02/2016			11 810,00			
Namibie / Namibia	26/04/2016				11 980,00		
Oman / Oman	05/09/2016		16 929,00		14 554,00		
Oman / Oman	10/11/2016			14 467,00			
Panama / Panama							
Paraguay / Paraguay	23/05/2016				19 719,00	44 828,00	
Pérou / Peru	05/05/2016				23 490,00		
Philippines / Philippines	29/02/2016				27 713,00		
Philippines / Philippines	17/11/2016			21 843,00		30 304,00	
Qatar / Qatar	10/03/2016				176,00		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	23/12/2016				11 955,00		
République de Moldova / Republic of Moldova	11/07/2016				27 458,00		
Seychelles / Seychelles	02/02/2016				11 980,00		
Soudan / Sudan	18/07/2016				11 980,00		
Sri Lanka / Sri Lanka	27/05/2016				5 653,00		
Taipei chinois / Chinese Taipei	14/03/2016				42 364,00	14,00	
Ukraine / Ukraine	22/12/2016				43 365,00		
Viet Nam / Viet Nam	28/06/2016				42 936,00		
Yémen / Yemen							
Zambie / Zambia	09/11/2016				11 980,00		
Zimbabwe / Zimbabwe							
						TOTAL	
Paiements effectués en 2016 / Payments made in 2016		14 587,00	40 789,00	81 252,37	677 294,12	127 552,62	941 475,11

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2016 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2013 et précédemment / 2013 and before	2014	2015	2016
Albanie / Albania				
Azerbaïdjan / Azerbaijan				11 980,00
Bangladesh / Bangladesh				
Bélarus / Belarus				
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				
Botswana / Botswana			11 810,00	11 980,00
CARICOM / CARICOM				
Costa Rica / Costa Rica				
Cuba / Cuba			11 943,00	42 936,00
Équateur / Ecuador				1 195,17
Estonie / Estonia				
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine / Former Yugoslav Rep. of Macedonia	4 987,00			
Géorgie / Georgia				
Ghana / Ghana		11 693,00		
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				
Jamaïque / Jamaica			35 336,00	42 936,00
Lettonie / Latvia				
Luxembourg / Luxembourg				
Malte / Malta				
Maurice / Mauritius				
Mongolie / Mongolia		11 693,00		
Monténégro / Montenegro				
Namibie / Namibia				
Oman / Oman				
Panama / Panama			35 336,00	42 936,00
Paraguay / Paraguay				
Pérou / Peru				
Philippines / Philippines				
Qatar / Qatar				
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic				
République de Moldova / Republic of Moldova				
Seychelles / Seychelles				
Soudan / Sudan				
Sri Lanka / Sri Lanka				
Taipei chinois / Chinese Taipei				
Ukraine / Ukraine				
Viet Nam / Viet Nam				
Yémen / Yemen			11 810,00	11 980,00
Zambie / Zambia		11 693,00		
Zimbabwe / Zimbabwe				11 980,00
Total	4 987,00	35 079,00	106 235,00	177 923,17
				TOTAL
				324 224,17

7. — BUDGET FOR 2017

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	1 120
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	240
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	240
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 700
CHARGES/EXPENSES	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	7 150
A5. Fournisseurs sous contrat / <i>Contract suppliers</i>	270
	7 420
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 400
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	
C.5 Frais de réunion/ <i>Cost of meetings</i>	
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	
	990
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	640
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	870
	1 510
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	220
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	650
	870
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	270
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	13 460
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	240

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2017

<i>Member States</i>	UN scale for 2016-2018	Contribution for 2016 on scale for 2013-2015	Contribution for 2016, 2017 and 2018 on scale for 2016-2018	Difference	Amount for 2017 <u>before re-distribution</u>	Redistribution of the Bolivarian Republic of Venezuela	Net contribution for 2017
		A	B	C = B - A	D=B+C	E	F=D + E
South Africa *	0,364	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Germany.....	6,389	1 019 270	901 925	-117 344	784 581	6 110	790 690
Saudi Arabia.....	1,146	123 323	161 779	38 456	200 235	1 096	201 331
Argentina.....	0,892	61 661	125 922	64 261	190 183	853	191 036
Australia.....	2,337	296 032	329 911	33 879	363 789	2 235	366 024
Austria.....	0,720	113 902	101 641	-12 261	89 380	689	90 069
Belgium.....	0,885	142 449	124 934	-17 515	107 419	846	108 265
Brazil.....	3,823	418 784	539 687	120 903	660 590	3 656	664 246
Bulgaria *	0,045	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Canada.....	2,921	425 921	412 353	-13 568	398 785	2 793	401 579
Chile	0,399	56 306	56 326	20	56 346	382	56 728
China.....	7,921	734 799	1 118 195	383 396	1 501 591	7 575	1 509 166
Colombia *	0,322	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Croatia *.....	0,099	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Denmark.....	0,584	96 346	82 442	-13 904	68 539	558	69 097
Egypt *	0,152	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Spain.....	2,443	424 351	344 875	-79 476	265 398	2 336	267 734
United States of America *.....	22,000	1 130 912	1 130 912	0	1 130 912	7 661	1 138 573
Russian Federation.....	3,088	347 988	435 928	87 941	523 869	2 953	526 822
Finland.....	0,456	74 079	64 373	-9 707	54 666	436	55 102
France.....	4,859	798 316	685 937	-112 379	573 559	4 647	578 205
Greece.....	0,471	91 065	66 490	-24 575	41 916	450	42 366
Hungary *	0,161	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
India.....	0,737	95 061	104 041	8 980	113 021	705	113 726
Indonesia	0,504	56 306	71 149	14 843	85 992	482	86 474
Iraq *	0,129	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Iran (Islamic Republic of)	0,471	56 306	66 490	10 184	76 675	450	77 125
Ireland *.....	0,335	59 663	56 306	-3 357	52 949	381	53 330
Israel	0,430	56 306	60 702	4 396	65 099	411	65 510
Italy.....	3,748	634 885	529 099	-105 785	423 314	3 584	426 898
Japan *.....	9,680	1 130 912	1 130 912	0	1 130 912	7 661	1 138 573
Kazakhstan *	0,191	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Kenya *.....	0,018	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Malaysia *.....	0,322	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Mexico.....	1,435	262 918	202 577	-60 341	142 236	1 372	143 608
Norway.....	0,849	121 467	119 852	-1 615	118 237	812	119 049
New Zealand *.....	0,268	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Pakistan *.....	0,093	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Netherlands.....	1,482	236 083	209 212	-26 872	182 340	1 417	183 757
Poland.....	0,841	131 459	118 723	-12 736	105 987	804	106 791
Portugal *.....	0,392	67 656	56 306	-11 350	44 956	381	45 337
Republic of Korea.....	2,039	284 613	287 842	3 229	291 072	1 950	293 021
Czech Republic *.....	0,344	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Romania *.....	0,184	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	4,463	739 224	630 035	-109 189	520 846	4 268	525 114
Serbia *.....	0,032	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Singapore	0,447	56 306	63 102	6 796	69 899	427	70 326
Slovakia *.....	0,160	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Sweden.....	0,956	137 025	134 957	-2 068	132 889	914	133 803
Switzerland.....	1,140	149 443	160 932	11 489	172 421	1 090	173 511
Thailand *.....	0,291	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Tunisia *.....	0,028	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Turkey.....	1,018	189 552	143 709	-45 842	97 867	973	98 841
Uruguay *.....	0,079	56 306	56 306	0	56 306	381	56 687
Venezuela (Bolivarian Republic of).....	0,571	89 495	80 607	-8 888	71 720		
Total.....		11 980 000	11 980 000	0	11 980 000	80 607	11 988 887
<i>States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)</i>							
Lithuania *.....	0,072	56 306	56 306	0	56 306		56 306
United Arab Emirates.....	0,604	84 927	85 266	339	85 604		85 604
Slovenia *.....	0,084	56 306	56 306	0	56 306		56 306
Total.....			12 177 878		12 178 216		12 187 104

* Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES OF THE CGPM FOR 2017

<i>Associate States and Economies</i>	UN Scale for 2016-2018 (%)	Net subscription for 2016 (on 2013-2015 basis) (Euros)	Effective BIPM Coefficient for 2016 (%)	Effective BIPM Coefficient for 2017 (%)	Subscription for 2016 (on 2016-2018 basis) (Euros)	Subscription for 2017 (on 2016-2018 basis) (Euros)	Correction for 2016	Net subscription for 2017 (Euros)
<i>Associate States</i>		A			B	C	D = B - A	E = C + D
Albania.....	0,008	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Azerbaijan.....	0,060	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Bangladesh.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Belarus.....	0,056	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Bolivia (Plurinational State of).....	0,012	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Bosnia and Herzegovina.....	0,013	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Botswana.....	0,014	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Costa Rica.....	0,047	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Cuba.....	0,065	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Ecuador.....	0,067	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Estonia.....	0,038	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Former Yugoslav Republic of Macedonia.....	0,007	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Georgia.....	0,008	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Ghana.....	0,016	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Jamaica.....	0,009	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Latvia.....	0,050	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Luxembourg.....	0,064	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Malta.....	0,016	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Mauritius.....	0,012	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Mongolia.....	0,005	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Montenegro.....	0,004	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Namibia.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Oman.....	0,113	14 554	0,133	0,133	15 980	15 980	1 426	17 406
Panama.....	0,034	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Paraguay.....	0,014	19 719	0,165	0,229	19 719	27 458	0	27 458
Peru.....	0,136	23 490	0,213	0,266	25 521	31 809	2 031	33 840
Philippines.....	0,165	27 713	0,240	0,286	28 801	34 270	1 088	35 358
Qatar.....	0,269	29 820	0,318	0,318	38 040	38 040	8 220	46 260
Syrian Arab Republic.....	0,024	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Republic of Moldova.....	0,004	27 458	0,229	0,294	27 458	35 197	0	35 197
Seychelles.....	0,001	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Sudan.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Sri Lanka.....	0,031	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Ukraine.....	0,103	43 365	0,363	0,423	43 453	50 675	88	50 763
Vietnam.....	0,058	42 936	0,358	0,423	42 936	50 675	0	50 675
Yemen.....	0,010	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Zambia.....	0,007	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Zimbabwe.....	0,004	11 980	0,100	0,100	11 980	11 980	0	11 980
Total.....		851 585			864 437	991 763		1 004 616
<i>Associate Economies</i>								
Hong Kong, China.....	0,224 *	23 525	0,264	0,264	31 676	31 676	8 151	39 827
Chinese Taipei.....	0,378 *	42 364	0,446	0,446	53 454	53 454	11 090	64 543
CARICOM.....	0,057 **	9 274	0,067	0,067	8 060	8 060	-1 214	6 847
Total.....		75 164			93 190	93 190		111 217

*Calculated from GDP data; ** Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM states.

10. — 2016 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2016 financial statements

Period ended December 31st, 2016

To the members of the International Committee for Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2016.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2016, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

*Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2016 financial statements*

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2016, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 31st, 2017

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2016	31 December 2015
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	13 938	16 077
Non-current assets		13 938	16 077
Current assets			
Plan assets	9	2 572	773
Other receivables	10	14	4
Cash and cash equivalent	9	832	553
Current assets		3 418	1 330
Total Assets		17 357	17 407
Net Assets			
Net result for the period		(18 200)	9 062
Change in fair value		2 100	2 018
Other reserves		(91 745)	(100 807)
Net Assets		(107 845)	(89 727)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	117 660	99 659
Present value of retirement non-vested benefits	8	4 106	4 111
Non-current liabilities		121 766	103 770
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 206	3 186
Other debtors	11	230	178
Current liabilities		3 436	3 364
Total Liabilities		125 202	107 134

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2016	2015
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 400	2 400
Contributions from BIPM staff members	6	468	485
Investment income	9	237	281
Other operating income	12	154	141
Total operating revenue		3 259	3 307
Operating expenses			
Pensions	7	3 215	3 135
Change in pension provision	8	18 016	(9 017)
Other operating expenses	13	228	128
Total operating expenses		21 459	(5 754)
Result from operating activities		(18 200)	9 062
Financial expenses			
Result from ordinary activities		(18 200)	9 062
Net result for the period		(18 200)	9 062

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2016	2015
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 550	2 400
Contributions from BIPM staff members		462	485
Pensions		(3 123)	(3 135)
Other operating expenses		(433)	(107)
Total cash flows from operating activities		(544)	(357)
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(411)	(4 289)
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		995	3 158
Investment income		240	330
Total cash flows from investing activities		824	(801)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		279	(1 158)
Cash and cash equivalent at the beginning of period		553	1 711
Cash and cash equivalent at the end of period	9	832	553

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution equal to 10 % deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2016 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2016 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2014, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35*.

* Note added for information: the maximum number of years for staff members recruited after 1 January 2017 is 36.84.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 2 400 thousand Euros in 2015 and 2 400 thousand Euros in 2016.

At the end of 2016, Member States had exceptionally paid 150 thousand Euros of their 2017 contribution in advance. These 150 thousand Euros are recognized in the current liabilities at 31 December 2016.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution, equal to 10 % since 2013, deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status, amounted to 485 thousand Euros in 2015 and 468 thousand Euros in 2016.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2016	31 December 2015
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	52	50
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	20	22
Total number of staff	72	72

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 3 135 thousand Euros in 2015 and 3 215 thousand Euros in 2016.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2016	31 December 2015
Retirement pensions	57	57
Reversion pensions	11	11
Deferred pensions	4	4
Orphans' pensions	3	4
Invalidity allowances	2	2
Total number of pensions served	77	78

Note 8 Pension provision

	31 December 2016	31 December 2015
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non-current)	58 907	53 842
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	3 206	3 186
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	58 753	45 817
	<hr/>	<hr/>
Present value of vested retirement benefits	120 866	102 845
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	4 106	4 111
	<hr/>	<hr/>
Pension provision	124 972	106 956
 <i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	3 228	3 752
Interest costs	2 069	1 692
Benefits paid	(3 209)	(3 225)
Actuarial (Gains) losses	16 018	(11 236)
	<hr/>	<hr/>
Change in pension provision	18 106	(9 017)
 <i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1.1449 (2017)	1.1415 (2016)
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.3 %	2.0 %
Annual salary increase	1.8 %	1.8 %
Contribution rate (in % of salaries)	56 %	56 %
Inflation rate (long term)	1.8 %	1.8 %
 <i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGF/TGH05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
 <i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2015:

Using a discount rate at 1.75 %, the total liability would have amounted to 112 391 thousand Euros instead of 106 956 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2015 using a discount rate at 2.00 %.

On the other hand, using a discount rate at 2.25 %, the total liability would have amounted to 101 931 thousand Euros.

- At 31 December 2016:

Using a discount rate at 1.05 %, the total liability would have amounted to 131 912 thousand Euros instead of 124 972 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2016 using a discount rate at 1.30 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.55 %, the total liability would have amounted to 118 582 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2016	Total 31 December 2015
Cash	760	311
Cash equivalent	72	242
Total	832	553

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2016	Total 31 December 2015
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	7 261	6 910
- United States of America		0
- Japan		0
- Asia other than Japan	529	465
- Others		0
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	7 790	7 375
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield		0
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>		0
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	7 409	7 263
- OAT 2009-2019, 4.25 %	971	999
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 284	1 215
- OAT 0,5 % 15-25052025	1 577	1 509
- Europe outside Euro zone	425	621
- United States of America	885	1 591
<i>Total Bonds</i>	8 719	9 475
Total	16 509	16 850

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2016	Total 31 December 2015
Bonds	6 148	8 701
Other financial instruments	7 790	7 375
Non-current	13 938	16 076
Bonds	2 572	774
Current	2 572	774
Total	16 510	16 850

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2016	Total 31 December 2015
	8 720	9 475
1-3 years	47.89 %	39.35 %
4-5 years	2.35 %	14.69 %
6-7 years	0.00 %	2.34 %
8-10 years	28.12 %	24.81 %
> 10 years	21.64 %	18.81 %
Total	100.00 %	100.00 %

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Mutual investment funds (shares)	-	-
Bonds	218	271
Cash equivalent	19	10
Cash	-	-
Total Investment income	237	281

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Transactions with the BIPM	-	-
Income receivables	14	4
Total Other receivables	14	4

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2016	31 December 2015
Pensions to be paid	-	-
Leaving allowance	-	-
Transactions with the BIPM	215	65
Total Other debtors	215	65

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Change in fair value	163	140
Foreign currency conversion gains	20	1
Total Other operating income	183	141

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2016	12 months ended 31 December 2015
Foreign currency conversion loss	4	1
Other operating expenses	137	18
Total Other operating expenses	141	19

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CAD	Canadian Dollar
CARICOM	Caribbean Community
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
CIPM MRA	CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Earnings Before Interest Depreciation and Amortization
GBP	British Pound
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KRISS	Korea Research Institute for Standards and Science (Republic of Korea)
NIM	National Institute of Metrology (China)
NMIJ/AIST	National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology (Japan)
NMR	Nuclear magnetic resonance
NOK	Norwegian Krone
PPE	Property, plant and equipment
SI	<i>Système international d'unités</i> / International System of Units
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

J.W. MCLAREN

Ottawa

15 juin 2017

Le Président

B. INGLIS

Lindfield

15 juin 2017

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

J.W. MCLAREN

Ottawa

15 June 2017

The President

B. INGLIS

Lindfield

15 June 2017
